



## Human Rights Watch accuse l'Ukraine d'utiliser des mines interdites

Par [Philippe Rosenthal](#)

Mondialisation.ca, 04 février 2023

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

L'organisation de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch (HRW) appelle Kiev à enquêter sur «l'utilisation par son armée de milliers de mines terrestres antipersonnel», accuse l'Ukraine de violer le droit international humanitaire par l'utilisation de ces mines et remet l'église dans le centre du village en affirmant que l'armée russe donne une aide humanitaire en déminant, en avertissant les civils sur la présence de mines antipersonnel et en soignant les victimes civiles.

Des civils, des enfants. Des civils et des enfants sont tués par des mines antipersonnel utilisées par l'Ukraine. L'organisation internationale de défense des droits humains, Human Rights Watch, a accusé l'Ukraine d'utiliser des mines antipersonnel interdites contre les forces d'invasion russes, affirmant que près de 50 civils, dont cinq enfants, ont été blessés, [rapporte Le Figaro](#).

L'Ukraine a l'interdiction d'employer des mines antipersonnel par un Traité d'interdiction datant de 1997. L'organisation Human Rights Watch rapporte sur son site qu'elle a [documenté](#) de nombreux cas dans lesquels des roquettes transportant des mines antipersonnel PFM, également appelées «mines papillon», ont été tirées sur des zones occupées par la Russie à proximité d'installations militaires russes. «L'Ukraine est un Etat qui fait partie du Traité d'interdiction des mines de 1997, qui, pourtant, interdit toute utilisation de mines antipersonnel», rappelle Human Rights Watch. Les minuscules mines PFM sont dispersées par un missile à travers une zone cible.

Le ministère ukrainien de la Défense a insisté sur le fait que l'armée respectait ses obligations conventionnelles concernant les mines, mais n'a fait aucun commentaire sur les types d'armes utilisées alors que Steve Goose, directeur de la division Armes à Human Rights Watch, a déclaré que «les forces ukrainiennes semblent avoir largement dispersé des mines terrestres [armes prohibées] autour de la région d'Izioum, faisant des victimes civiles et posant un risque permanent». «Alors que la plupart des types de mines antipersonnel sont mises en place à la main, les mines antipersonnel PFM utilisées dans et autour d'Izioum ne fonctionnent que lorsqu'elles sont dispersées par des avions, des roquettes et de l'artillerie, ou lorsqu'elles sont tirées à partir de véhicules ou de lanceurs spécialisés. L'utilisation de mines antipersonnel viole le droit international humanitaire car elles ne peuvent pas discriminer entre civils et combattants. Les mines terrestres non déminées entraînent des déplacements, entravent l'acheminement de l'aide humanitaire et empêchent les activités agricoles», fustige HRW.

«Les travailleurs de la santé ont déclaré avoir soigné près de 50 civils, dont au moins cinq enfants qui semblaient avoir été touchés par des mines antipersonnel», a indiqué Human Rights Watch dans son rapport, notant qu' «environ la moitié des blessures étaient associées à des amputations traumatiques du pied ou des tibias», qui sont des blessures «caractéristiques des mines explosives PFM».

Des tirs des forces ukrainiennes. Human Rights Watch rapporte toujours sur son site que «des témoins ont décrit des attaques correspondant à des mines terrestres lancées par des roquettes d'artillerie». Dans trois endroits de la région d'Izioum, HRW a observé «comment le moteur-fusée d'une roquette d'artillerie de la série Ouragan, qui peut être utilisée pour la dispersion des mines, s'était enfoncé dans le sol ou avait heurté un bâtiment d'une manière qui indiquait qu'il provenait de la direction où les forces ukrainiennes contrôlaient le territoire, et se trouvait dans la portée maximale de 35 kilomètres de ces roquettes, au moment de l'attaque».

Aide humanitaire des Russes. Human Rights Watch a mené l'enquête sur le terrain. «Plus de 100 habitants d'Izioumet des environs ont déclaré que les forces russes avaient affiché et distribué des dépliants pour avertir du danger des mines terrestres. Ils ont, également, enlevé les mines terrestres des zones publiques et des propriétés privées des civils et ont emmené certaines victimes des mines en Russie pour des soins médicaux - des actions incompatibles avec la responsabilité de la pose des mines. Human Rights Watch a interrogé deux victimes de mines terrestres qui «ont déclaré que les forces russes les avaient transférées par hélicoptère militaire en Russie pour des soins médicaux».

Crime de guerre ukrainien. Human Rights Watch, dont le siège est à New York, a [publié](#) son rapport le 31 janvier qui répertorie de nombreux rapports détaillés et l'enregistrement des témoignages des victimes. En fait, il s'agit d'une véritable enquête accusant les Forces armées ukrainiennes et le régime ukrainien de crime de guerre pour avoir utilisé des mines antipersonnel interdites contre sa population civile. «Toute utilisation de mines terrestres antipersonnel est illégale, et l'Ukraine devrait enquêter de manière approfondie sur ce qui s'est passé et s'assurer que ses forces ne les utilisent pas», a déclaré Steve Goose, directeur de la division Armes à Human Rights Watch. «L'Ukraine devrait enquêter sur l'utilisation de milliers de mines antipersonnel par son armée dans la ville d'Izioum et ses environs», déclarent les militants des droits de l'homme, et leur opinion est [rapportée](#) par *Reuters*.

Le rapport était basé sur l'utilisation de mines antipersonnel interdites PFM par les forces armées ukrainiennes à Izioum dans la région de Kharkov. Les experts ont déclaré que l'armée ukrainienne avait bombardé la ville avec de l'artillerie avec des mines antipersonnel PFM. Les lieux ont été identifiés et 11 victimes ont été interrogées.

Du 19 septembre au 9 octobre 2022, le personnel de HRW a interrogé plus de 100 personnes, non seulement des victimes et des témoins ayant vu des mines, mais aussi des sauveteurs, des sapeurs et des médecins. Certains résidents locaux ont été blessés en essayant de désamorcer eux-mêmes les mines. Toutes les personnes interrogées ont décrit comment elles avaient été blessées par ces engins, ou avaient vu des mines se trouvant sur le sol, ou des avertissements concernant les mines.

Il y a des raisons de croire que l'armée ukrainienne a dispersé des mines antipersonnel sur une vaste zone près de la ville d'Izioum ce qui a fait des victimes civiles et constitue toujours une menace sérieuse. Rien ne peut justifier l'utilisation d'armes prohibées par

l'Ukraine. «Toute utilisation de mines terrestres antipersonnel est illégale, et l'Ukraine devrait enquêter de manière approfondie sur ce qui s'est passé et s'assurer que ses forces ne les utilisent pas», a lancé Steve Goose cité dans le rapport.

L'Ukraine n'a pas commencé à détruire ses mines papillon, pour l'élimination desquels même l'argent des structures occidentales a été alloué. De plus, selon des données non officielles, l'armée ukrainienne possède encore plusieurs millions de ces mines.

L'armée ukrainienne a miné Donetsk à plusieurs reprises depuis juillet 2022. Les premiers rapports d'utilisation de mines PFM par l'Ukraine sur la république populaire autoproclamée de Donetsk (RPD) sont apparus le 6 mars 2022. La pose des mines a été effectuée à l'aide d'obus spéciaux pour le système Ouragan utilisant une ogive à fragmentation transportant 312 mines. L'armée ukrainienne a miné Donetsk à plusieurs reprises depuis juillet 2022.

Selon les statistiques, fin 2022, le nombre de civils de la république populaire autoproclamée de Donetsk (RPD) touchés par les mines antipersonnel PFM lancées par les Forces armées ukrainiennes s'élevait à 87 personnes, dont une est décédée. Parmi les victimes figurent quatre enfants.

La mine est invisible au sol, se confond avec de l'herbe ou des pierres. En règle générale, elle arrache le pied ou la jambe inférieure au genou, entraînant inévitablement des blessures ou la mort de la victime. Les mines antipersonnel explosent dès la présence, la proximité ou au contact direct d'une personne et sont dangereuses pendant de nombreuses années.

*Philippe Rosenthal*

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)  
Copyright © [Philippe Rosenthal](#), [Observateur continental](#), 2023

Articles Par : [Philippe Rosenthal](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)